

**CHAIRE**

**C.-A. Poissant de recherche  
sur la gouvernance  
et l'aide au développement**

**UQÀM**



## La politique de coopération du Royaume-Uni (1990-2006)

David Goebbels

Août 2007

[www.poissant.uqam.ca](http://www.poissant.uqam.ca)

COLLABORATION SPECIALE

**La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)**  
David Goebbels

Ce texte est un travail effectué dans le cadre du cours POL 8501. Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Chaire C.-A. Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement ou de son comité scientifique.

**Plan du rapport :**

**A) Introduction**

**B) L'évolution des principales politiques de coopération (1990-2006)**

1) Mise en contexte : Les années Thatcher (1979-1990)

2) Les années John Major (1990-1997)

- Le rôle de l'APD et la rupture avec Thatcher
- Au niveau institutionnel : l'ODA

3) Les années Tony Blair (1997-2006)

- La création du DFID en 1997
- Le Livre blanc de 1997
- Le Livre blanc de 2000
- L'« International Development Act » de 2002
- Le Livre blanc de 2006

4) Conclusions

**C) Le Royaume-Uni et la cohérence au sein du CAD**

1) Analyse

2) Conclusions

**D) La préoccupation sécuritaire dans la politique de coopération du Royaume-Uni**

1) La création du CHAD (1998)

2) La création des fonds GCPP et ACPP (2001)

3) La Stratégie de Réforme du Secteur Sécuritaire (SSR) (2002)

- Mise en contexte
- La philosophie de la SSR
- Principes de la SSR
- Organisation au niveau institutionnel
- Méthodes pour son application
- La SSR au sein du CAD
- Évaluation de la SSR en Ouganda et Afghanistan

4) Conclusion : La militarisation de l'aide

**E) Conclusion finale**

## **La politique de coopération du Royaume-Uni (1990-2006)**

### **A) Introduction :**

Depuis la guerre froide, l'aide publique au développement (APD) a fait partie intégrante de la politique étrangère du Royaume-Uni. L'ancien empire a maintenu des liens étroits avec les pays du Commonwealth, ce qui lui a permis de jouer un rôle d'importance stratégique au sein du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Or, la politique d'APD du Royaume-Uni n'a pas toujours été constante. C'est dans cette optique que cet article analysera la politique de coopération du Royaume-Uni dans la période de 1990-2006.

L'hypothèse centrale de ce rapport est que l'avènement du gouvernement de New Labour en 1997 a marqué une rupture avec la politique d'APD des gouvernements conservateurs des années 1980 et 1990. La seconde hypothèse est que l'approche du Royaume-Uni marque depuis 1997 un revirement vers une aide au développement centrée sur le secteur sécuritaire. L'APD britannique est dorénavant à voir dans le contexte global de la sécurité intérieure du pays.

La première partie analysera l'évolution des principales politiques de coopération du Royaume-Uni pendant la période traitée. Elle se concentrera sur la formulation des concepts qui soulignent l'APD britannique en se basant sur des documents officiels mais aussi des articles scientifiques. La deuxième partie tentera de tirer des conclusions préliminaires sur la position du Royaume-Uni au sein du CAD pour le placer par rapport aux autres pays membres. Finalement, la dernière partie étudiera l'évolution de la politique sécuritaire du Royaume-Uni et son implication pour l'APD.

### **B) L'évolution des principales politiques de coopération (1990-2006)**

#### **1) Mise en contexte : Les années Thatcher (1979-1990)**

Pour mieux comprendre ce qui s'est passé au début des années 1990, il faut remonter en arrière et jeter un coup d'œil sur le gouvernement Thatcher qui a eu une influence considérable sur le gouvernement de John Major.

Pendant les années 1980, l'aide au développement n'était pas une priorité du gouvernement conservateur. L'APD britannique, qui pendant les années 1970 représentait une des plus grandes contributions des pays de l'OCDE, a fortement diminué pendant cette période.<sup>1</sup> La philosophie du thatchérisme se basait sur le dogme reaganien et le

---

<sup>1</sup> White Howard, « British Aid and the White Paper on the International Development : Dressing a Wolf in Sheep's Clothing in the Emperor's New Clothes », *Journal of International Development*, No.10, (1998), p.156

## La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)

David Goebbels

slogan du CNUCED pendant les années 1970 qui consistait à proclamer : « *trade not aid* ». <sup>2</sup> Le gouvernement Thatcher concentrait son aide sur le développement de marchés et sur les relations commerciales plutôt que d'appuyer les infrastructures des États des pays pauvres. Le résultat de l'approche néolibérale était qu'en 1990 le Royaume-Uni était à la traîne des pays industrialisés au sein de l'OCDE, avec un rapport APD/RNB de 0,27%.

### **2) Les années John Major (1990-1997)**

#### Le rôle de l'APD et la rupture avec Thatcher :

Sous le gouvernement de John Major, l'APD a reçu plus d'attention. Après avoir atteint un plancher record au début des années 1990, le gouvernement britannique atteint 0,32% en 1991. <sup>3</sup> Les objectifs de l'aide britannique ont aussi changé pendant cette période. Le nouveau gouvernement de John Major avait une approche plus centrée sur les infrastructures des pays pauvres et sur une amélioration de la coopération internationale. Lynda Chalker, la Ministre de l'aide au développement, a commencé vers le milieu des années 1990 de donner plus d'attention sur les thèmes de la bonne gouvernance et la pauvreté dans le monde. <sup>4</sup>

En 1994, une étude sur la politique d'APD britannique décrit les quatre priorités du Royaume-Uni <sup>5</sup> :

1. Le gouvernement supporte la stabilisation des régimes politiques et économiques.
2. Il s'engage à promouvoir et les services de la santé et de l'éducation dans le Tiers monde.
3. Il encourage le développement durable.
4. Il affirme que la coopération avec ses partenaires internationaux est indispensable dans le combat contre la pauvreté et l'aide aux sinistrés.

#### Au niveau institutionnel : « *The Overseas Development Administration* » (ODA)

Le ministère de l'aide au développement (ODA) est le prédécesseur du Département d'aide au développement (DFID), qui gère l'APD britannique d'aujourd'hui. L'ODA était créé par le gouvernement conservateur d'Edward Heath en 1970 et était subordonné au Foreign and Commonwealth office (FCO), le ministère des Affaires étrangères. Le fait que l'ODA n'avait pas le statut de ministère pendant les années Major, a certainement restreint l'autonomie de l'effort d'APD britannique.

#### Conclusion :

---

<sup>2</sup> Dupuis Serge, "L'aide publique britannique au développement, au début des années 90: Bilan et évaluation", *Politique africaine*, no. 52, (Décembre 1993), p.104

<sup>3</sup> Dupuis Serge, p.104

<sup>4</sup> White Howard, p.151

<sup>5</sup> Ibid, p.155

## La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)

David Goebbels

Le gouvernement de John Major a donné de nouvelles priorités à l'aide au développement britannique. Il a ainsi pu rompre avec l'agenda purement néolibéral du gouvernement Thatcher. Les thèmes de la bonne gouvernance et de la réduction de la pauvreté ont réapparu à l'agenda, après la débâcle de la « décade perdue » des années 1980. Le discours politique du gouvernement Major est aussi plus consensuel que celui de Margaret Thatcher, se basant sur la coopération internationale pour atteindre les mêmes buts.

Si l'APD britannique a connu une évolution positive au milieu des années 1990, c'est à la fin de la décennie, avec l'élection du gouvernement travailliste de Tony Blair que le Royaume-Uni va placer l'agenda le plus progressif que le pays ait connu en matière d'aide au développement. La prochaine partie va analyser les innovations qu'a apportées le gouvernement Blair à partir de 1997.

### **3) Les années Tony Blair (1997-2006)**

#### La création du “*Department for International Development*” (DFID) (1997)

A son avènement au pouvoir en 1997, le gouvernement de Tony Blair remplaça l'ODA par le département pour le développement international, le DFID. Contrairement à son prédécesseur, le DFID n'est pas subordonné au FCO, mais formait un nouveau ministère à part entière.

La gestion du DFID est confiée à un secrétaire d'Etat avec un siège au sein du cabinet du gouvernement. Cette nouvelle position du DFID au centre de la structure gouvernementale montre la volonté du gouvernement travailliste d'allouer plus de poids à l'aide au développement. Le DFID est de plus assisté par un ministre pour le développement et par un secrétaire parlementaire pour le développement.

La nouvelle autonomie du DFID est complétée par une collaboration à différents niveaux ministériels. Ainsi, le DFID travaille avec le ministère de l'industrie et du commerce extérieur (DTI) sur l'élaboration de politiques commerciales dans le contexte de l'aide au développement. Le travail avec le ministère de la Défense (MoD) et le FCO se concentre plus sur la prévention de conflits dans les pays en développement. La collaboration avec le ministère des Finances est de même d'une grande importance parce qu'elle est dirigée vers l'allègement de la dette des pays receveurs de l'APD britannique. Le DFID assiste l'office du Vice-premier ministre dans sa politique d'environnement. Finalement, le DFID et le département de l'Éducation (DfES) joignent leurs efforts dans le combat contre le travail des enfants.

La création du DFID et son siège au sein du Cabinet témoignent de l'importance stratégique qu'a vouée le gouvernement de Tony Blair au développement. La prochaine partie analysera plus concrètement la politique de développement en se basant sur les livres blancs de 1997, 2000, et 2006. Le but de cet exercice est d'identifier les objectifs et le rôle du DFID.

## La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)

David Goebbels

Le Livre blanc de 1997 :

« *Eliminating World Poverty : A Challenge for the 21st Century* »<sup>6</sup>

*Résumé :*

Le premier travail du DFID était de définir la politique d'aide au développement du Royaume-Uni pour le nouveau millénaire. En novembre 1997, le DFID a sorti le premier Livre blanc sur le développement depuis 1975<sup>7</sup>, intitulé : « *Eliminating World Poverty : A Challenge for the 21st century* ». Dans son introduction, la secrétaire d'Etat Clare Short souligne l'obligation morale du Royaume-Uni d'éliminer la pauvreté dans le monde. Elle identifie le surpeuplement, la dégradation de l'environnement, les conflits, et les maladies comme étant les défis majeurs du DFID. Le développement durable se révèle aussi comme étant un des principaux piliers de la politique de développement britannique. Finalement, le gouvernement de Tony Blair s'engage à garder le cap sur l'attribution de 0.7% du PIB à l'APD.

Le Livre blanc de 1997 propose trois mesures pour réduire la pauvreté dans le monde et d'assurer le développement durable de la planète.

*L'éradication de la pauvreté :*

Réduire la pauvreté dans le monde est l'objectif principal du DFID. La politique d'APD du Royaume-Uni adhère au consensus de Washington qui soutient que le développement économique est nécessaire pour combattre la pauvreté. Cependant, comme le précise Howard White, le Livre blanc se distingue du consensus dans le sens qu'il attribue plus d'importance au rôle de l'Etat qu'au marché dans le développement. En effet, le Livre blanc stipule que « le développement économique devrait incorporer des politiques macro-économiques saines. »<sup>8</sup> Dans cette optique, l'Etat a la responsabilité de construire un appareil judiciaire efficace où les acteurs économiques peuvent se développer librement, mais aussi d'assurer à sa population l'accès à l'éducation, les services de santé, et de garantir les droits humanitaires.<sup>9</sup>

*Les partenariats et le déliement de l'aide :*

Le gouvernement britannique s'engage à travailler plus avec les agences de développement. Plus important encore, il tient à améliorer la coopération avec les pays partenaires qui visent les mêmes buts que le Royaume-Uni. Ceci montre un revirement du consensus des années 1990, où l'emphase des partenariats était sur la conditionnalité. Comme l'affirment beaucoup d'auteurs, la façon dont les pays donateurs ont essayé

---

<sup>6</sup> DFID : White Paper 1997 : *Eliminating World Poverty : A Challenge for the 21st Century*, (<http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/whitepaper1997.pdf>) (last visited: 13/12/06)

<sup>7</sup> White Howard , p.151

<sup>8</sup> DFID : White Paper 1997, p.15

<sup>9</sup> Ibid., p.16

## La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)

David Goebbels

d'imposer le développement s'est avérée peu fructueuse.<sup>10</sup> Le Livre blanc abolit dans ce contexte aussi l'« Aid and Trade Provision », un dispositif de crédit mixte, qui liait le développement à des achats de biens et services britanniques. Le concept de partenariat semble dans ce cas se baser sur la volonté réelle des pays en développement de s'engager à éradiquer la pauvreté.

Le Livre blanc soulève aussi l'importance d'intégrer les secteurs privés et volontaires, ainsi que la communauté universitaire, dans l'aide au développement.<sup>11</sup> Cependant, il faut remarquer ici que le gouvernement travailliste a accordé plus d'importance au rôle des entreprises privées, et moins aux ONG.<sup>12</sup>

### *Cohérence des politiques*<sup>13</sup> :

Le Livre blanc exige une plus grande cohérence des politiques envers le développement durable. Dans ce contexte, les secteurs de l'environnement, de l'agriculture, du commerce, et de l'investissement sont centraux à l'aide au développement. Le DFID souligne l'importance d'une plus grande concertation entre les départements, ainsi qu'entre le gouvernement et des institutions internationales pour atteindre les objectifs du développement durable.

Dans cette partie, le Livre blanc se concentre avant tout sur le développement durable en mettant l'accent sur la déclaration ministérielle de Rio (1992), L'Agenda 21, et le protocole de Kyoto (1997). En matière de politique commerciale, le Royaume-Uni soutient une réduction des barrières tarifaires et l'application de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AIM) de l'OMC pour réduire la pauvreté.

### Le Livre blanc de 2000:

« Eliminating World Poverty : Making Globalization Work for the Poor »<sup>14</sup>

### *Résumé :*

Le Livre blanc de 2000 réaffirme les objectifs du premier, mais met plus d'emphase sur le lien entre la pauvreté et ses conséquences dans un monde globalisé. Dans l'avant-propos, le Premier ministre lui-même soutient que « des problèmes qui nous concernent – la guerre et les conflits, la criminalité, les marchés de la drogue, et des pandémies comme le SIDA – sont tous causés par l'extrême pauvreté. »<sup>15</sup> Il s'agit d'adapter les pays en développement aux conséquences de la globalisation. Dans ce

---

<sup>10</sup> White Howard, p.160

<sup>11</sup>DFID: White Paper 1997, p.22

<sup>12</sup> White Howard, p.160

<sup>13</sup> DFID: White Paper 1997, pp.50-76

<sup>14</sup> DFID : White Paper 2000 : Eliminating World Poverty : Making globalisation work for the poor, (<http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/whitepaper2000.pdf>) (last visited: 13/12/06)

<sup>15</sup> DFID : White Paper 2000, p.6



## La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)

David Goebbels

contexte, le Premier ministre rappelle l'importance de la bonne gouvernance et d'institutions internationales fortes.

### *La bonne gouvernance et un marché stable :*

Une des nouvelles tâches que s'est donnée le gouvernement britannique est donc la promotion de la bonne gouvernance. La mise en place de gouvernements stables est le premier critère pour établir des structures de marché bénéficiaires aux plus pauvres. Dans ce contexte, le DFID mène une politique d'anti-corruption et de transparence pour faire respecter les droits humanitaires. La prévention de conflits est une autre condition à ce sujet. Dans ce cadre, le Royaume-Uni exige plus de contrôles sur le marché d'armes.

### *Les institutions internationales :*

Le concept de la bonne gouvernance a de même été élargi aux institutions internationales, afin de donner une plus grande voix aux pays pauvres.<sup>16</sup> La réforme des Nations Unies et de la Banque mondiale est la principale mesure que suggère le gouvernement britannique. Le livre met aussi l'accent sur l'importance d'une action collective des donateurs.

### *Conclusion :*

Le Livre blanc de 2000 se distingue de celui de 1997 dans le sens qu'il donne plus d'emphasis sur l'origine de la pauvreté dans les pays au Tiers monde. Il s'agit dans ce contexte d'éliminer les causes de la pauvreté à la racine en promouvant la bonne gouvernance, au niveau national et international, et de garantir des infrastructures économiques stables. Les pays en développement sont donc placés au centre de l'aide. Le Royaume-Uni démontre sa volonté d'aider les pays en développement à s'adapter aux réalités de la globalisation.

### Le « International Development Act » (2002)

En juin 2002, le gouvernement britannique introduit une nouvelle loi qui crée un cadre législatif pour le travail du DFID dans sa mission d'éradiquer la pauvreté. La nouvelle loi attribue au département le pouvoir de fournir de l'aide au développement aux territoires d'outre-mer du Royaume-Uni, et de l'aide humanitaire dans le cas de désastres naturels. Le DFID a aussi reçu le pouvoir de contribuer aux banques au développement. Le plus important changement est donc que la mission du DFID est établie par la loi comme étant l'élimination de la pauvreté.

### Le Livre blanc de 2006 :

« Eliminating World poverty : Making governance work for the poor »

---

<sup>16</sup> Ibid. , p.99

## La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)

David Goebbels

### *La bonne gouvernance*<sup>17</sup> :

Le livre blanc de 2006 réitère le concept de la bonne gouvernance du livre précédent. Il reflète la même idée que des appareils d'Etat efficaces au Tiers monde sont nécessaires pour un système international viable. Le concept est cependant plus élaboré que celui de 2000. Le bon fonctionnement d'un gouvernement dépend de sa capacité de performer certaines fonctions comme la sécurisation du pays et d'instaurer la stabilité politique. Dans ce contexte, le gouvernement est de même responsable de tenir compte des intérêts de toute la population civile, et d'assurer la démocratie et la transparence. Il est chargé d'utiliser ses ressources pour investir dans le secteur public afin de réduire la pauvreté.

### *Conclusion:*

Le Livre blanc de 2006 ne montre pas beaucoup d'évolution par rapport aux deux livres précédents. Il se concentre sur les mêmes thèmes comme l'éradication de la pauvreté, le développement durable, et la nécessité d'un système international viable. Cependant, il est à remarquer, comme l'indique son titre, que le DFID met de plus en plus d'emphase sur la bonne gouvernance, dont le concept a été mieux défini et plus adapté à la situation sécuritaire depuis les attaques du 11 septembre.

### **Conclusion :**

Le changement de pouvoir en 1997 a eu un impact considérable sur la politique d'APD britannique. La création du DFID, la mise en législation de l'éradication de la pauvreté, et les trois livres blancs suggèrent que le gouvernement travailliste a mis beaucoup plus d'emphase sur l'aide au développement que le gouvernement conservateur. Cependant, il est important de noter que le Labour a repris certains concepts déjà utilisés sous le gouvernement conservateur : 1) la pauvreté, 2) la bonne gouvernance, 3) la coopération internationale, et 4) le développement durable. Bien que le Labour ait utilisé les mêmes concepts, certains de ces derniers ont évolué :

1) L'éradication de la pauvreté ne représente plus qu'une simple composante de la politique d'APD, mais en est devenu l'élément central. Sa mise en législation montre notamment l'importance que lui a dédiée le gouvernement Labour. Le Livre blanc de 2000 a donné une nouvelle signification au problème de la pauvreté : elle serait directement responsable des épidémies, des guerres, et de la criminalité dans le monde. La nouvelle logique que souligne la politique du DFID est de prévenir à la racine les problèmes qui affectent les pays en développement. Le but est de créer un monde stable qui est dans l'intérêt du Royaume-Uni.

---

<sup>17</sup> DFID : White Paper 2006, p.20

## La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)

David Goebbels

2) Le concept travailliste de la bonne gouvernance doit être vu dans le contexte de l'éradication de la pauvreté. Un appareil d'Etat efficace est censé protéger les structures du marché, comme sous John Major, mais devient aussi le garant de la cohésion sociale et la prévention de conflits. Sous Tony Blair, le développement d'un Etat fort est devenu l'élément clé pour l'éradication de la pauvreté et pour la stabilisation politique et économique des pays en développement. À partir de 2000, mais avant tout depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001, le principe de la bonne gouvernance inclut le développement d'un secteur sécuritaire efficace.

3) Au niveau de la coopération internationale, le gouvernement travailliste utilise la même terminologie que son prédécesseur. Or, le premier s'efforce beaucoup plus à promouvoir sa politique d'APD sur une plateforme internationale. En 2005, le gouvernement Labour a su utiliser sa double présidence du G8 et de l'Union européenne pour lancer un appel aux pays industrialisés de réduire la dette de l'Afrique.

4) Le concept du développement durable n'a pas beaucoup évolué depuis le gouvernement Major. Il se base sur le rapport Brundtland et la déclaration de Rio de 1992. Il est donc difficile de discerner s'il existe une vraie différence entre les approches des deux gouvernements.

Finalement, deux nouveaux concepts sont apparus sous le gouvernement travailliste : la cohérence des politiques et les partenariats. Le premier surgit de la nouvelle place stratégique qu'a l'aide au développement au sein du gouvernement travailliste. L'importance de l'APD dans la politique gouvernementale nécessite une plus grande participation d'autres départements et d'autres secteurs. La création du DFID a certainement donné plus d'emphasis sur l'APD et a transféré à ce dernier une certaine autonomie puisqu'il exerce un contrôle direct sur quelque 84% du total de ses versements<sup>18</sup>. La concertation étroite avec le FCO et le MoD en matière de stratégie pourrait cependant changer l'emphasis de la politique d'APD.

Le concept des « partenariats » est innovant dans le sens qu'il donne une nouvelle définition aux relations Nord-Sud. En écartant la conditionnalité utilisée sous le consensus de Washington, le Royaume-Uni s'éloigne de l'approche de l'APD des années 1990. Les partenariats se basent notamment sur une plus grande volonté des pays en développement de poursuivre les mêmes buts que le Royaume-Uni. Le nouveau concept a l'objectif d'éviter que l'aide ait un aspect colonisateur où l'ancienne métropole impose le développement à la périphérie. Cependant, il n'est pas clair si cet « aspect colonisateur » a beaucoup changé aujourd'hui. L'étude sur la stratégie de réforme du secteur sécuritaire dans la partie finale de ce rapport va montrer que le Royaume-Uni cherche avant tout à sécuriser les pays en développement pour ses propres fins.

---

<sup>18</sup> OCDE : *Le Royaume-Uni (2006). Examen du CAD par les pairs : Principales conclusions et recommandations*, ([http://www.oecd.org/document/49/0,2340,fr\\_33873108\\_33873870\\_36883953\\_1\\_1\\_1\\_1\\_00.html](http://www.oecd.org/document/49/0,2340,fr_33873108_33873870_36883953_1_1_1_1_00.html))

Avant d'analyser l'aspect sécuritaire de l'APD britannique, il est cependant utile d'évaluer la performance du Royaume-Uni par rapport aux autres pays du CAD.

### **C) Le Royaume-Uni et la cohérence au sein du CAD**

#### **1) Analyse :**

Depuis 1997, le Royaume-Uni a montré beaucoup de volonté à rallier son programme d'APD autour des objectifs internationaux de développement et des objectifs de développement du millénaire. L'examen du CAD par les pairs<sup>19</sup> en 2001 affirme que les changements de sa politique ont consolidé la place du Royaume-Uni dans le peloton de tête de la communauté des donateurs. Les nouveaux mécanismes ont contribué à aligner le programme britannique sur les bonnes pratiques internationales. En outre, le Royaume-Uni s'est montré comme un des acteurs majeurs à promouvoir la nouvelle stratégie du partenariat qu'il a lui-même adopté dans son Livre blanc de 1997. Il a joué un rôle primordial pour soutenir les efforts multilatéraux de déliement de l'aide, et a accepté les travaux sur la recommandation sur le déliement de l'aide aux pays les moins avancés qui a été adoptée par le CAD en avril 2001. Le rapport note aussi que « le DFID a resserré sa collaboration avec les organisations internationales à différents niveaux et participe plus activement aux délibérations de leurs agents dirigeants, de même qu'aux mécanismes de coordination des politiques et des activités instaurés dans divers pays en développement. »<sup>20</sup>

Le récent examen du CAD de 2006 note que le Royaume-Uni a bien exécuté les recommandations du premier. Il affirme que le DFID a connu depuis sa création une « période dorée ». <sup>21</sup> Ce dernier a notamment été un des instigateurs de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et le Plan d'action de l'UE pour l'harmonisation. Le Royaume-Uni est en train d'élaborer un Plan d'action à moyen terme pour l'efficacité de l'aide, visant à améliorer la qualité de l'aide au niveau des circuits internationaux et des programmes bilatéraux. Le DFID joue aussi un rôle de chef de file de la réforme de l'action humanitaire internationale. Il en est un des principaux bailleurs de fonds, avec ses versements envers l'action humanitaire représentant environ 10% du total de l'APD<sup>22</sup>. Le Royaume-Uni a de même apporté la réforme sur l'agenda de l'ONU et c'est à son initiative que le CAD a entériné les Principes et bonnes pratiques en avril 2006.

Le rapport APD/RNB s'est accru à 0.36% en 2004, et atteindrait 0,48% en 2005. Avec ses versements de 7.9 milliards USD en 2004, le Royaume-Uni s'est classé au quatrième rang des donateurs au sein du CAD. Cette même année, le DFID a sorti une

---

<sup>19</sup> OCDE : *Royaume-Uni (2001) : Examen en matière de coopération pour le développement : principales conclusions et recommandations du CAD*,

([http://www.oecd.org/document/60/0,2340,fr\\_33873108\\_33873870\\_2460540\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/60/0,2340,fr_33873108_33873870_2460540_1_1_1_1,00.html))

<sup>20</sup> Ibid.

<sup>21</sup> OCDE : *Le Royaume-Uni (2006). Examen du CAD par les pairs : Principales conclusions et recommandations*,

<sup>22</sup> Ibid.

## La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)

David Goebbels

« feuille de route » affichant sa volonté d'atteindre les 0.7% en 2013.<sup>23</sup> Pendant la période 2004/05, 39% de l'APD britannique a transité par le système multilatéral. Le programme de développement de l'UE est le plus grand receveur avec 60%, la Banque mondiale avec 14%, et les Nations Unies avec 13%.<sup>24</sup> Ceci fait du Royaume-Uni un bailleur de fonds d'importance pour les organisations internationales. Au vu de la répartition géographique de l'aide, le Royaume-Uni a privilégié les pays les plus pauvres, en se concentrant avant tout sur l'Afrique et l'Asie, au dépens de l'Amérique latine.<sup>25</sup>

Un rapport de BOND note que la politique sécuritaire du Royaume-Uni a de plus en plus d'influence sur la direction de l'aide bilatérale. Pendant la période de 2003-05, l'Iraq et l'Afghanistan se trouvaient parmi les « Top Ten » des pays receveurs de l'aide bilatérale. L'Iraq recevait le plus d'aide en 2003-04 avec 209£ millions dont seulement 99£ millions étaient attribués à l'aide humanitaire.<sup>26</sup> L'aide au développement pour le Pakistan, un des alliés clés dans la guerre contre le terrorisme, s'est accru pendant la période 2001-2004.

Sur le plan sectoriel, le DFID ne se fixe en général pas de buts précis. L'examen des pairs du CAD (2006) note cependant que 41% des versements bruts vers les pays pauvres ont été absorbés par les infrastructures et les services sociaux. Le rapport note aussi que le Royaume-Uni donne, dans le cadre de l'éducation de base à l'appui des OMD, une attention grandissante au sous-secteur de l'« administration et de la société civile ».<sup>27</sup>

## **2) Conclusions :**

L'examen des pairs du CAD en 2006 caractérise la politique d'aide au développement du Royaume-Uni comme un chef de file au sein du CAD. Les réformes entreprises au niveau institutionnel depuis l'élection du Labour ont transformé le système britannique en un modèle pour les autres membres du CAD. Cependant, les efforts du Royaume-Uni de promouvoir son système auprès des autres donateurs n'est pas toujours bien vu de ces derniers. L'examen des pairs du CAD note que « le battage des autorités britanniques est parfois perçu comme une volonté d'ériger le DFID en modèle plutôt que comme désir d'amorcer ou d'encourager des actions complémentaires de la part des autres donateurs. »<sup>28</sup> Il recommande notamment que le Royaume-Uni « devrait veiller à maintenir un juste équilibre entre sa volonté de promouvoir la réforme de l'aide et son souci de jouer un rôle de chef de file pour ce qui est de l'harmonisation entre les donateurs. » Le rapport de Reality of Aid de 2006<sup>29</sup> pourrait avoir trouvé l'origine des

---

<sup>23</sup> Ibid.

<sup>24</sup> Rosa Giordina (British Overseas NGOs for Development, BOND), *Foreign Policy and Security Concerns and UK ODA*, in: Reality of Aid 2006 report, p.344:

<http://www.realityofaid.org>

<sup>25</sup> OCDE : Le Royaume-Uni (2006)

<sup>26</sup> Rosa Giordina, p.344

<sup>27</sup> OCDE : Le Royaume-Uni (2006)

<sup>28</sup> Ibid.

<sup>29</sup> Rosa Giordina, p.346

## La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)

David Goebbels

problèmes que rencontre le Royaume-Uni au sein du CAD. Il argumente que l'engagement des Britanniques envers le multilatéralisme dans les questions d'aide au développement ne correspond pas à leur politique étrangère en Iraq. L'intervention en Iraq sans le soutien de l'ONU a mis en question la crédibilité du Royaume-Uni au sein du CAD. Le manque de cohérence entre la politique d'aide au développement et la politique étrangère relève des questions sur les motifs du Royaume-Uni. La prochaine partie de ce rapport analysera la politique sécuritaire britannique et son importance dans la politique d'aide au développement.

### **D) La préoccupation sécuritaire dans la politique de coopération du Royaume-Uni**

La politique sécuritaire est centrale à la politique d'aide au développement du Royaume-Uni. Depuis les attentats du 11 septembre, le Royaume-Uni s'est tourné vers le développement comme étant un outil effectif pour combattre le terrorisme à la racine. Cette partie va analyser les différentes composantes de la politique sécuritaire britannique et montrera que le DFID est institutionnellement lié à la sécurisation des pays en développement.

#### **1) Le « Conflict, Humanitarian and Security Department » (CHAD)<sup>30</sup>:**

Le contexte de sa création<sup>31</sup> :

Les affaires concernant la prévention de conflit et d'assistance humaine sont gérées par un département spécial au sein du département d'aide au développement (DFID), le "Conflict, Humanitarian and Security Department" (CHAD). Le département a été créé en avril 1998 suite à la recommandation du livre blanc de 1997, en remplaçant ainsi son prédécesseur, le « Emergency Aid Department » (EMAD). Sa création montre le changement d'orientation de la politique d'APD du Royaume-Uni sur la prévention de conflits. Le livre blanc de 2000 met dans ce contexte encore plus d'emphase sur la nécessité de résoudre des conflits pour avoir un développement plus stable.

Les rôles du CHAD :

Le CHAD a le rôle de prévention et la résolution de conflit, le traitement des cas de réfugiés et de migration, et les droits humanitaires dans des situations de conflit. Il est aussi responsable pour la réponse immédiate à des situations de conflit, pour les initiatives face à des catastrophes naturelles, ainsi que pour la coordination de la politique avec des agences internationales. Le CHAD donne aussi des avis à des organes onusiens comme l'UNICEF, l'UNESCO ou l'OMS, entres autres.

---

<sup>30</sup> DFID, Conflict reduction and humanitarian assistance (CHAD):

<http://www.dfid.gov.uk/aboutdfid/organisation/conflicthumanitarianassistance.asp> (13/12/06)

<sup>31</sup> DFID: Johnson Nicola, *Evaluation of DFID Development Assistance: Gender Equality and Women's Empowerment, Phase II Thematic Evaluation: Conflict and Post-Conflict Reconstruction*, (March 2005)

## **2) Le « Global Conflict Prevention Pool » (GCPP) et l'« Africa Conflict Prevention Pool » (ACPP) (avril 2001)**

Le GCPP et l'ACPP ont été établis en avril 2001 par le ministère des Affaires étrangères (FCO), le ministère de la Défense (MOD), et le département d'aide au développement (DFID), suite à une réévaluation du secteur sécuritaire du Royaume-Uni en 2000.<sup>32</sup> Les deux fonds servent à évaluer la situation sécuritaire dans d'autres pays, l'ACPP couvrant l'Afrique et le GCPP le reste du monde.

Le but des deux fonds est d'améliorer la politique de prévention des conflits et l'efficacité de ses efforts par la réalisation d'analyses conjointes, la définition de stratégies à long terme et le renforcement de la coordination avec les partenaires internationaux. Le ministère des Affaires étrangères, le DFID, et le ministère de la Défense apportent tous des contributions au deux fonds et décident en commun de leur usage. Les ressources du GCPP sont gérées par le ministère des Affaires étrangères, tandis que celles du ACPP par le DFID. Le ministère des Finances est aussi impliqué, ce qui donne à ce dernier l'opportunité de mieux comprendre les problèmes qui se posent dans la politique sécuritaire. Après que les activités à mener ont été arrêtées, le rôle du DFID est d'intégrer les décisions prises dans le cadre l'APD.

## **3) « Strategy for the Security Sector Reform » (SSR) (juin 2002)**

### En bref :

En juin 2002, le Royaume-Uni a mis sur place une stratégie de réforme du secteur sécuritaire. Elle est le résultat de concertations entre le ministère des Affaires étrangères (FCO), le ministère de la Défense (MOD), et le ministère d'aide au développement, dans le cadre du « Global Conflict Prevention Pool » (GCCP) présidé par le CHAD, en mars 2001. La stratégie souligne une nouvelle approche du Royaume-Uni face à la résolution de conflits dans les pays pauvres. Elle est basée sur l'idée que le renforcement ou l'édification d'agences de sécurité dans les pays à haut risque peuvent mener à une meilleure résolution, ou même, à la prévention de conflits.

L'objectif général de la stratégie est « d'aider les gouvernements de pays en développement d'améliorer leur politique sécuritaire à travers des réformes mettant l'accent sur la transparence et la démocratisation des agences de sécurité, leur donnant ainsi plus d'efficacité et d'efficience, pour réduire les risques potentiels de conflits internes et externes. »<sup>33</sup> La philosophie de la stratégie est qu'une « approche légale des

---

<sup>32</sup> OCDE : *Reforme des systèmes de sécurité et gouvernance : principes et bonnes pratiques*, (Mai 2004), p.3  
( [http://www.oecd.org/LongAbstract/0,2546,fr\\_2649\\_201185\\_31671833\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/LongAbstract/0,2546,fr_2649_201185_31671833_1_1_1_1,00.html)) (last visited: 13/12/06)

<sup>33</sup> Document du FCO, MOD, DFID, «Strategy for Security Sector Reform», (12 juin 2002)

## La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)

David Goebbels

questions de sécurité est une condition nécessaire pour bâtir un environnement sécurisé dans lequel un pays peut prospérer sans le risque de conflits. »<sup>34</sup>

### La philosophie de la SSR

La SSR reflète l'idée que la sécurité est implicitement liée au développement. Le Royaume-Uni, tout comme son allié les Etats-Unis, croit que sa sécurité nationale dépend du bien-être et de la stabilité de la société. Dans le contexte de la globalisation, chaque conflit dans le monde pourrait être source de menace envers sa sécurité interne. Ainsi, selon le Royaume-Uni et les Etats-Unis, le terrorisme mondial doit être combattu à la racine : dans les pays en développement. Il existerait un lien explicite entre la pauvreté et l'inégalité sociale, et l'émergence de groupes radicaux. L'aide au développement aux pays les plus pauvres se présente comme un atout indispensable pour éliminer les germes du conflit.

La stratégie se concentre avant tout sur des pays sortant de conflits, étant donné que ces derniers sont trop occupés à rétablir les relations socio-économiques du pays pour alimenter la population. Cependant, c'est dans cette période de post-conflit que le rétablissement d'un secteur sécuritaire est d'autant plus important parce que les risques de retomber dans la spirale de la guerre sont plus grands. Les pays concernés sont souvent des pays du Tiers monde entraînés dans des guerres civiles ou régionales.

### Principes de la SSR:

Les principes qui sont soulignés par la stratégie sécuritaire sont la bonne gouvernance, le respect des droits humanitaires, un système judiciaire accessible pour tout le monde et la réduction de l'inégalité des sexes. Ces quatre principes s'inscrivent notamment dans la stratégie globale des objectifs du Millénaire pour le développement.

### Organisation au niveau institutionnel:

La SSR est une politique qui est décidée sur multiples niveaux ministériels. Les acteurs les plus importants sont le Premier ministre (PM), l'office du Premier ministre (PMO), l'office du Cabinet, le ministère des Affaires étrangères (FCO), le ministère de la Défense (MoD), le ministère de l'Intérieur (HO), le Chancelier de l'Echiquetier, et le département de l'aide au développement. Il est à noter que la sécurité nationale n'a jamais été mise en législation au Royaume-Uni et que sa définition est à trouver dans des documents officiels.<sup>35</sup> La SSR tire ses ressources des deux fonds GCPP et ACPP.

Bien que les décisions soient prises au plus haut niveau, le CHAD, sub-département du DFID, est investi de la charge de coordonner la stratégie SSR avec un groupe consultatif

---

<sup>34</sup> Ibid.

<sup>35</sup> DFID: Bearne Susanna et al., *National Security Decision-Making Structures and Security Sector Reform*, Ed. Rand Europe, (June 2005), p.18



## La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)

David Goebbels

du FCO, MoD et DFID. Comme dans la gestion des fonds GCPP et ACPP, le DFID donne ainsi beaucoup de poids à la direction de la stratégie. Cependant c'est avec l'expertise et la concertation du FCO et du MoD que la politique de sécurité humaine dans les pays en développement est élaborée. Ceci montre l'idée que les affaires humanitaires et civiles sont reliées aux affaires militaires.<sup>36</sup>

La centralisation des thèmes liés à la sécurité et au développement sur une politique commune est l'innovation principale qu'a apportée le Royaume-Uni dans ces dernières années. Un rapport d'évaluation de la stratégie SSR conclut que c'est grâce aux efforts du DFID que la SSR a été mise sur l'agenda international.<sup>37</sup>

### Méthode pour l'application de la SSR:

La stratégie de SSR est d'introduire un paquet de réformes dans les pays en développement pour améliorer leur capacité de répondre aux conflits et de réformer leur secteur sécuritaire. Le DFID se base sur trois méthodes pour atteindre ses objectifs : l'élaboration et l'analyse de nouvelles politiques, l'assistance technique, et l'amélioration de capacités de répondre à des conflits.

La SSR a créé le « Defence Advisory Team » (DAT) et le « Global Facilitation Network » (GFN) pour atteindre ces buts. Le DAT a l'objectif de donner des conseils aux pays partenaires dans la gestion de la défense, de les assister dans l'évaluation de leurs politiques de sécurité, la gestion des ressources, et leur donner des avis sur les relations civiles et militaires. Le GFN est un outil de recherche et de mobilisation pour le gouvernement britannique et ses partenaires internationaux pour l'élaboration de politiques sécuritaires dans le cadre de la stratégie SSR.

### La création d'un secteur sécuritaire efficace :

Le Royaume-Uni met en place un paquet de directives adaptées au pays receveur. Il faut remarquer qu'en effet, la stratégie de RSS rend compte des différences entre les pays en développement et qu'il n'existe pas de solution universelle à la sécurisation des pays.

Les principaux instruments utilisés sont les suivants : l'entraînement de forces armées, ainsi que l'éducation diplomatique et militaire des cadres nationaux. Ceci permettra aux ressortissants locaux de mieux gérer les crises militaires, ou même de les prévenir. Ils auront de plus un plus grand rôle à faire respecter les droits humanitaires. Le DFID encourage aussi la démocratisation et la transparence du secteur sécuritaire pour éviter de remplacer une dictature sortante avec un nouveau système répressif.

Le DFID assiste les pays en développement à améliorer le dialogue politique au niveau national et régional pour leur permettre de former une plus grande faculté à résoudre des conflits. Le DFID encourage dans ce contexte la croissance du secteur d'information et

---

<sup>36</sup> DFID: Nicola Ball, *Evaluation of the Conflict Prevention Pools, The Security Sector Reform Strategy*, (mars 2004), p.4

<sup>37</sup> Ibid.

## La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)

David Goebbels

des services de média indépendants. Il fait aussi appel aux entreprises multinationales à se comporter avec responsabilité dans des situations de conflit.

### La politique de rétablissement de la paix du CHAD<sup>38</sup> :

Finalement, le CHAD, le sub-département du DFID, mène une politique de consolidation de la paix dans le contexte de la SSR. Le département supporte les efforts des pays pauvres de parvenir à des accords de paix, en mettant l'accent sur la participation des institutions multilatérales. Ces dernières sont importantes, non seulement dans la consolidation de la paix mais aussi dans la prévention effective d'une éventuelle détérioration de la situation. Le DFID applique aussi une politique de désarmement et la démobilisation d'ex-combattants afin de les réintégrer dans la société.

Le CHAD concentre son activité sur la cohésion sociale et l'inclusion de tous les acteurs de la société civile au processus de rétablissement de la paix. La représentation équitable de tous les groupes de société et de leurs intérêts est centrale aux projets politiques du CHAD. Les principes phares de la SSR, la bonne gouvernance, le respect des droits humanitaires, un système judiciaire accessible pour tout le monde et la réduction de l'inégalité des sexes, sont de même appliqués dans le contexte d'après-conflit.

### La SSR au sein du CAD

L'OCDE affirme que la politique du Royaume-Uni dans ce domaine est exemplaire au sein du CAD.<sup>39</sup> L'organisation maintient par exemple que le recours à plusieurs lignes budgétaires donne au Royaume-Uni une convergence plus marquée à sa politique de sécurité humaine. En général, la SSR adhère aux principes directeurs de l'OCDE dans le domaine de la réforme des systèmes de sécurité, comme « une intégration plus étroite des politiques de développement et de sécurité ainsi qu'à un renforcement de la participation des civils et de leur pouvoir de contrôle. »<sup>40</sup> Cependant il n'est pas sûr que la SSR soit « centrée sur l'être humain et suscite l'approbation locale ». Ceci dépend, comme nous allons le voir maintenant, du pays.

### Evaluation de la SSR en Ouganda et Afghanistan : deux histoires différentes :

Un rapport d'évaluation commissionné par le DFID sur la SSR en mars 2004<sup>41</sup> note que pendant la période 2001/02, le DAT, l'organe d'assistance aux pays partenaires, a fourni

---

<sup>38</sup> DFID, Conflict reduction and humanitarian assistance (CHAD):

<http://www.dfid.gov.uk/aboutdfid/organisation/conflicthumanitarianassistance.asp> (13/12/06)

<sup>39</sup> OCDE : *Reforme des systèmes de sécurité et gouvernance : principes et bonnes pratiques*, (Mai 2004), p.3

( [http://www.oecd.org/LongAbstract/0,2546,fr\\_2649\\_201185\\_31671833\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/LongAbstract/0,2546,fr_2649_201185_31671833_1_1_1_1,00.html)) (last visited: 13/12/06)

<sup>40</sup> Ibid., p.2

<sup>41</sup> DFID: Nicola Ball, *Evaluation of the Conflict Prevention Pools, The Security Sector Reform Strategy*, (mars 2004)

## La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)

David Goebbels

son aide à 17 pays.<sup>42</sup>

Le rapport analyse l'application de la SSR en Ouganda et en Afghanistan.<sup>43</sup> Dans le premier cas, le travail du DAT a été très bien reçu de la part du gouvernement ougandais. Ce dernier a entrepris une évaluation de son secteur sécuritaire dans le cadre de la SSR. Le rapport annuel du DAT confirme que dorénavant il y a plus de dialogue entre le ministère de la défense et les autres ministères.

Cependant, la SSR n'a pas connu autant de succès en Afghanistan. En Ouganda, le Royaume-Uni est le principal pays donateur, tandis qu'en Afghanistan, ce sont les Etats-Unis qui contribuent le plus en aide au développement. C'est dans ce contexte-là qu'il faut comprendre en premier temps le fait que le Royaume-Uni n'a pas pu introduire ses réformes auprès du gouvernement afghan. Le rapport explique que le GCPP a le potentiel d'atteindre certains de ses buts dans le cadre de la SSR, mais n'a été jusqu'ici qu'« un amalgame de directives désordonnées ». Le rapport conclut que l'Afghanistan a souligné les limites de la SSR et a montré que la largeur du pays ainsi que ses problèmes de sécurité sont trop vastes pour le DAT à gérer.

### **4) La militarisation de l'aide**

Jude Howell argumente que les changements récents dans la politique d'APD du Royaume-Uni ont mené à une subordination des politiques de développement aux objectifs sécuritaires de la politique étrangère britannique.<sup>44</sup> Comme nous l'avons vu plus haut, l'Afghanistan et l'Iraq ont en effet bénéficié d'un accroissement de l'aide britannique pour sécuriser leurs pays. Howell explique aussi que le principe de la cohérence des politiques gouvernementales a eu un effet négatif sur le travail du DFID depuis les interventions en Afghanistan et en Iraq. Selon elle, le DFID de Clare Short (1997-2003) avait beaucoup plus d'autonomie dans l'élaboration de la stratégie du DFID que l'a aujourd'hui son successeur, Hilary Benn.<sup>45</sup> La concertation entre le DFID, le FCO, et le MoD a eu comme conséquence que ces derniers ont imposé leur agenda de politique sécuritaire à la stratégie d'aide au développement.

La fusion des politiques de sécurité, de la politique étrangère, et de la politique de développement a effacé les distinctions entre les acteurs civils, militaires et gouvernementaux.<sup>46</sup> L'intégration du langage sécuritaire aux objectifs des ONG par la pression du gouvernement a dénigré leur statut de neutralité sur le terrain. Même les agences militaires se sont approprié du langage du développement pour gagner de la sympathie dans la population. En Iraq, les forces rebelles ne font plus la distinction entre

---

<sup>42</sup> Il s'agit de: Afghanistan, Bulgarie, Ethiopie, Ghana, Guyana, Iraq, Lettonie, Macédoine, Roumanie, Rwanda, Serbie et Monténégro, Sierra Léone, Sri Lanka, Ouganda, Ukraine, Ouzbékistan.

<sup>43</sup> DFID: Ball Nicola, *Evaluation of the Conflict Prevention Pools, The Security Sector Reform Strategy*, (March 2004), pp. 21-22

<sup>44</sup> Howell Jude, « Policy Arena : The Global War on Terror, Development And Civil Society », *Journal of International Development*, No.18, p. 121

<sup>45</sup> Ibid. , p.125

<sup>46</sup> Ibid. , p.129

## La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)

David Goebbels

les forces occupantes et les agents humanitaires. L'enlèvement et le meurtre du directeur de CARE International en Iraq en 2005, souligne que les ONG sont perçues comme des acteurs occidentaux plutôt que des groupes neutres.<sup>47</sup>

### **E) Conclusion finale:**

Les attaques du 11 septembre et les guerres d'Afghanistan et d'Iraq ont eu l'effet de modifier les objectifs de l'aide au développement. Les concepts clés de 1997, l'éradication de la pauvreté, la bonne gouvernance, et la cohérence des politiques, ont été adaptés au nouvel agenda du gouvernement Tony Blair, à savoir : « la guerre contre le terrorisme ». Le DFID n'a pas échappé à la « sécurisation » des politiques, mais en constitue un pilier institutionnel important. Cette évolution montre une nouvelle hiérarchisation des objectifs de la politique étrangère du Royaume-Uni, qui donne priorité à la défense, puis à la diplomatie, et finalement au développement. Il est à noter que le Royaume-Uni est un des chefs de file au niveau du CAD et pousse vers une plus grande coopération entre les Etats et les institutions internationales pour atteindre les objectifs du millénaire. Ainsi Tony Blair et Gordon Brown ont fait campagne auprès de leurs partenaires pendant les conférences de Monterrey en 2002 et les sommets du G7 et du G8 en 2005 pour accroître le budget de l'aide et d'atteindre les 0.7% du rapport APD/RNB. L'enthousiasme du gouvernement britannique pour la multilatéralisation de l'aide est cependant miné par son intervention unilatérale avec les Etats-Unis dans la guerre en Iraq. La contradiction flagrante semble s'expliquer par le fait que l'APD est conçue comme un outil efficace dans la lutte contre le terrorisme. Il ne s'agit donc pas d'un manque de cohérence entre le FCO, le MoD, et le DFID, mais plutôt d'une nouvelle signification stratégique de l'APD britannique dans la politique étrangère. La rhétorique bienveillante autour du développement sert en réalité à instaurer un agenda beaucoup plus précis, celui de la réforme du secteur sécuritaire.

Finalement, le Royaume-Uni semble s'aligner avec les objectifs de l'APD des Etats-Unis. Les deux pays partenaires sont engagés en Afghanistan et en Iraq, et ont subi des attaques terroristes. Ils utilisent le même langage sur la sécurisation des pays pauvres en vue de mener la lutte contre le terrorisme à sa racine. C'est en effet dans le contexte de sa collaboration avec les Etats-Unis qu'il faut regarder l'APD britannique. L'aide britannique est un couteau à double tranchant.

---

<sup>47</sup> Ibid. , p.130

**F) Bibliographie:**

Beall Jo, Goodfellow Thomas, and Putzel James, « Policy Arena : Introductory Article : On the Discourse of Terrorism, Security and Development », *Journal of International Development*, No.18, pp.51-67, (2006)

DFID: Ball Nicola, *Evaluation of the Conflict Prevention Pools, The Security Sector Reform Strategy*, (March 2004)

DFID: Bearne Susanna et al., *National Security Decision-Making Structures and Security Sector Reform*, Ed. Rand Europe, (June 2005)

DFID, Conflict reduction and humanitarian assistance (CHAD): <http://www.dfid.gov.uk/aboutdfid/organisation/conflicthumanitarianassistance.asp> (13/12/06)

DFID: Johnson Nicola, *Evaluation of DFID Development Assistance: Gender Equality and Women's Empowerment, Phase II Thematic Evaluation: Conflict and Post-Conflict Reconstruction*, (March 2005)

DFID : White Paper 1997 : *Eliminating World Poverty : A Challenge for the 21st Century*, (<http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/whitepaper1997.pdf>) (last visited: 28/11/06)

DFID : White Paper 2000 : *Eliminating World Poverty : Making globalisation work for the poor*, (<http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/whitepaper2000.pdf>) (last visited: 28/11/06)

DFID : White Paper 2006 : *Eliminating World poverty : Making governance work for the poor*, (<http://www.dfid.gov.uk/wp2006/default.asp>) (last visited: 28/11/06)

Dupuis Serge, "L'aide publique britannique au développement, au début des années 90: Bilan et evaluation", *Politique africaine*, no. 52, pp.102-116, (Décembre 1993)

Howell Jude, « Policy Arena : The Global War on Terror, Development And Civil Society », *Journal of International Development*, No.18, pp.121-135, (2006)

International Development Act (June 2002), (<http://www.opsi.gov.uk/acts/acts2002/20020001.htm>) (last visited: 13/12/06)

Maxwell Simon, « Making Research On Globalization Work for the Poor : Commentary on Adrian Wood's Making Globalization Work for the Poor : The 2000 White Paper Reconsidered », *Journal of International Development*, No.16, pp.939-941, (2004)

OCDE : *Reforme des systèmes de sécurité et gouvernance : principes et bonnes pratiques*, (Mai 2004)

## La politique de coopération du Royaume-Unis (1990-2006)

David Goebbels

([http://www.oecd.org/LongAbstract/0,2546,fr\\_2649\\_201185\\_31671833\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/LongAbstract/0,2546,fr_2649_201185_31671833_1_1_1_1,00.html)) (last visited: 13/12/06)

OCDE : *Royaume-Uni (2001) : Examen en matière de coopération pour le développement : principales conclusions et recommandations du CAD*, ([http://www.oecd.org/document/60/0,2340,fr\\_33873108\\_33873870\\_2460540\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/60/0,2340,fr_33873108_33873870_2460540_1_1_1_1,00.html)) (last visited: 13/12/06)

OCDE : *Le Royaume-Uni (2006). Examen du CAD par les pairs : Principales conclusions et recommandations*, ([http://www.oecd.org/document/49/0,2340,fr\\_33873108\\_33873870\\_36883953\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/49/0,2340,fr_33873108_33873870_36883953_1_1_1_1,00.html)) (last visited: 13/12/06)

OCDE : UK Development Co-operation Review (1997), ([http://www.oecd.org/document/42/0,2340,en\\_33873108\\_33873870\\_2087402\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/42/0,2340,en_33873108_33873870_2087402_1_1_1_1,00.html)) (last visited: 13/12/06)

Rosa Giorgina (British Overseas NGOs for Development), *Foreign Policy and Security Concerns and UK ODA*, in: Reality of Aid 2006 report, pp.342-348: <http://www.realityofaid.org> (last visited: 13/12/06)

White Howard, « British Aid and the White Paper on the International Development : Dressing a Wolf in Sheep's Clothing in the Emperor's New Clothes », *Journal of International Development*, No.10, pp.151-166, (1998)